

Rapport de mission

Nouakchott, Mauritanie, 19-25 mars 2018

Objet de la mission : rencontrer les autorités mauritaniennes et participer à la première session ordinaire du sous-comité sur l'Energie du Comité Technique Spécialisé sur les transports, les infrastructures transcontinentales et interrégionales, l'énergie et le Tourisme (CTS-TTIET).

Composition de la délégation :

- Lilia Naas, Directrice, SRO-NA
- Marieme Bekaye, Economiste, chargée du développement durable, SRO-NA

Personnes rencontrées

- Mr Isselkou ould Ahmed Izid Bih, Ministre des Affaires Etrangères et de la coopération
- Mr Moctar ould Diay, Ministre de l'Economie et des Finances (MEF)
- Mr Seyedna Ali ould Mohamed Khouna, Ministre de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et des Technologies de la Communication et de l'Information
- Mme Naha mint Hamdi ould Mouknass, Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme
- Mme Maimouna mint Mohamed Taghi, Ministre des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille
- Mr Mohamed Ahmed Aïda, Secrétaire Général du MEF
- Mr Abdel Aziz Dahi, Gouverneur de la Banque centrale
- Mme Maimouna mint Ahmed Salem, Directrice générale des politiques et stratégies de développement au MEF
- Mr Mohamed El Moctar ould Ahmed Sidi, Directeur de l'ONS
- Mr Sidi Mohamed ould Zenvour, Directeur de la coordination de la SCAPP
- Mr Sidna Ndah Mohamed Saleh, Assistant Technique Suivi Evaluation de la SCAPP
- Mr Mahfoud Mahmoud Brahim, Point focal national du G5 Sahel au MEF
- Mr Mario Samaja, Coordonnateur Résident du SNU en Mauritanie
- Mr Hans-christian Beaumont, Chef de coopération, Délégation de l'UE

Remarques générales : c'est une année crucial sur le plan électoral pour la Mauritanie. Les législatives, les régionales et les municipales d'ici fin 2018 et les présidentielles mi 2019. L'Assemblée nationale est désormais l'unique chambre du Parlement, depuis la suppression du Sénat, en Août dernier. Le parti au pouvoir (UPR) a entamé le 15 mars une campagne nationale de réimplantation et redynamisation du parti (constitution des comités de base et des sections) et de sensibilisation pour promouvoir l'adhésion des citoyens. La majorité des hauts responsables du gouvernement, des fonctionnaires de l'Etat et des hommes d'affaires sont impliqués dans cette campagne (participation aux missions de sensibilisation de l'UPR dépêchées à l'intérieur du pays) qui est d'ores et déjà décriée par l'opposition. Le président a déjà confirmé qu'il ne briguerait pas un troisième mandat (ce qui serait contraire à la constitution). Au moment de la mission, une délégation du FMI était sur place pour discuter le nouveau programme pour la Mauritanie.

Résumé des discussions	Actions de suivi du Bureau
<p>Rencontre avec le Ministère de l'économie et des finances</p> <p>Le ministère a confirmé que la CEA est un partenaire important et il requiert l'expertise technique de la CEA pour l'accompagner dans la mise en place du dispositif de suivi-évaluation de la SCAPP qui constitue une priorité pour le Ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entreprendre la revue des notes annuelles sectorielles de mise en œuvre (NASMO) et des rapports des groupes de travail des leviers stratégiques à partir desquels sera préparé le rapport annuel de mise en œuvre (RAMO) du Plan d'action de la SCAPP. Ces rapports sont en cours d'élaboration pour la période 2016-2017. Il s'agira de s'assurer de la qualité des rapports qui devraient privilégier une approche « résultats ». Participer à l'atelier de validation des rapports prévu du 17 au 19 avril 2018. - Contribuer à la réflexion en cours sur la mise en place d'un dispositif efficace de suivi de la mise en œuvre de la SCAPP, en coordination avec toutes les parties prenantes y compris les institutions gouvernementales, le secteur public, la société civile et les institutions académiques. Une étude est en cours avec l'appui du PNUD. - Fournir un appui à l'élaboration du rapport national volontaire sur les ODD pour présentation au FPHN en 2019. Une requête officielle sera envoyée par le ministère dans ce sens. - Appuyer l'amélioration et avancement (upgrade) du système des statistiques en place en particulier les aspects additionnels de révision du système de comptabilité nationale. - Mise en place d'un nouveau registre social : une enquête est en cours, avec l'appui de la BM, pour identifier les ménages les plus pauvres. Comment on analyse les résultats du registre et son impact sur les populations, particulièrement les plus pauvres ? - Régionalisation : élaboration des SCRAPP et mise en place de pôles de développement, dans le contexte de la mise en place des nouveaux conseils régionaux. Bénéficier des expériences réussies des autres pays surtout dans la sous-région. - Appuyer le MEF pour l'organisation de la table ronde des donateurs dont l'objet est de mobiliser les ressources complémentaires nécessaires pour la mise en œuvre du plan d'action de la SCAPP. 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire le suivi des discussions avec le MEF et mobiliser l'appui technique du siège là où c'est pertinent - Assurer la revue des notes sectorielles sur l'emploi, l'industrie et la sécurité alimentaire ainsi que la revue des rapports des groupes de travail du levier stratégique 1 portant sur la promotion d'une croissance forte, inclusive et durable. Participer à l'atelier de validation des notes sectorielles et de l'étude sur le dispositif de S&E - Contacter ACS et discuter la possibilité d'entreprendre des activités de renforcement du système statistique en continuation du projet en cours. - Coordonner avec le PNUD la contribution potentielle de la CEA pour la mise en place du système de suivi-évaluation de la SCAPP - Indice IADS : envoyer le rapport Mauritanie et les autres rapports pays si possible. - Fournir au MEF les informations nécessaires concernant le thème et les ODD à examiner par le FPHN 2019.

<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités du staff du ministère par des formations et des tours d'orientation dans les pays voisins. - Intérêt manifesté pour intégrer et compléter éventuellement le travail sur l'indice IADS (indice africain de développement social) 	
<p>Réunion avec la Banque Centrale</p> <ul style="list-style-type: none"> - Optimiser la gestion des ressources du pays. Le développement économique nécessite la mise en place d'un marché des capitaux qui donne accès aux financements au-delà du système bancaire - Besoin de mettre en place une bourse des valeurs en Mauritanie en collaboration avec le Maroc et la Côte d'Ivoire deux modèles qui sont appropriés pour la Mauritanie. - Le nouveau programme du FMI se focalise sur la réforme budgétaire et la réforme au plan structurel pour la diversification de l'économie en particulier en ce qui concerne l'import/export. - Maîtrise des statistiques et statistiques économiques est essentielle. Renforcer la capacité des cadres à utiliser des modèles prévisionnels, pour plus de clarté et de transparence des chiffres - Innovation et technologie - Approfondissement du marché financier en développant d'autres services financiers - Inclusion financière 	<ul style="list-style-type: none"> - Informer le siège de l'intérêt porté par la Banque Centrale de Mauritanie au renforcement des capacités financières, à la mise en place d'un marché des capitaux et au partage d'expérience. - Envoyer au Gouverneur de la BC une copie de la communication avec l'association africaine des banques centrales pour suivi et appui éventuel.
<p>Réunion avec le Ministère du commerce</p> <p>Pour la ZLECA : besoin d'un rapport d'analyse et de revue de l'environnement réglementaire existant en Mauritanie pour soutenir la mise en œuvre de la ZLECA : quels sont les faiblesses et les écarts qui existent et comment y remédier ?</p> <p>Mission de l'ESCWA début Avril pour définir les domaines d'action concernant la Mauritanie et mise en place d'un centre d'information. Contacter Mohamed Mokhtar à ce propos.</p> <p>Demande d'une étude d'impact pour la Mauritanie par rapport à l'accord d'association avec la CEDEAO</p>	<ul style="list-style-type: none"> - contacter ESCWA et discuter des possibilités de coordination de nos actions en Mauritanie - suivi par rapport à la mise en place de la ZLECA et des besoins pour harmoniser et améliorer le cadre réglementaire - suivi par rapport à la demande d'une étude d'impact
<p>Réunion Ministère de l'emploi</p> <p>La nouvelle stratégie nationale de l'emploi a fait l'objet d'un atelier national de validation durant la mission. Elle fournit les orientations par rapport aux priorités et aux besoins. Le ministère fera le suivi avec le bureau par rapport aux actions possibles à entreprendre. Travaille déjà en partenariat avec le BIT, la BAD et la BM.</p>	

<p>Réunions Ministère des Affaires sociales et de la Femme (MASEF)</p> <p>Les priorités identifiées incluent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - appui à la femme rurale et éducation des filles - autonomisation des femmes : volet formation - activation de l'agenda 2063 sur ses aspects genre - stratégie genre et mécanismes de mise en œuvre 	<p>Action de Suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suivre avec Thoko si la CEA va organiser un pré-sommet genre à l'occasion du prochain sommet de l'union africaine qui aura lieu à Nouakchott - Vérifier avec Thoko et son équipe les modalités pour faciliter l'accès de la Mauritanie au Fond de la femme africaine géré par la CEA, pour des projets spécifiques.
<p>Réunion avec le MAEC</p> <p>Le Ministre a souligné les progrès réalisés dans plusieurs domaines : politique sécuritaire, migration, égalité de genre, réduction des inégalités, développement des infrastructures, électrification et lutte contre la corruption. Le pays produit plus d'électricité qu'il n'en consomme en période de pointe avec 60% de l'énergie produite d'origine renouvelable. La Mauritanie, à l'origine du G5 Sahel est à l'avant de garde des questions de sécurité au niveau régional. Le nombre de pays qui demande à adhérer au G5 Sahel est en augmentation. Le Sommet de l'UA est prévu pour début juillet et le Conseil paix et sécurité aura lieu fin mars à Nouakchott. Le Ministre a suggéré à la CEA de partager le modèle mauritanien pour mettre en avant les efforts du gouvernement.</p>	
<p>Réunion avec l'ONS</p> <p>La Loi organique des finances qui sera soumise au parlement va permettre une approche budget basée sur les résultats. La nouvelle stratégie nationale de développement de la statistique a été adoptée par le Conseil des ministres. La prochaine enquête EPCV aura lieu en 2019. La prochaine enquête MICS-06 prévue en 2019 devrait intégrer les ODD.</p> <p>La mise à disposition à travers la CEA de l'expertise marocaine pour le SNC 2008 a été très appréciée ; toutefois la durée des missions était trop courte. Un atelier de présentation des résultats techniques sera organisé au mois de mai.</p> <p>Chantier prioritaire : élaboration des comptes trimestriels ; L'appui de la CEA est requis. Prochain chantier : indice des prix (commencer par les BTP).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Développer un nouveau projet pour continuer le renforcement des capacités statistiques : chantier compte trimestriel, indice des prix du BTP en premier - Participer à l'atelier de validation technique avec le HCP du 8 au 11 Mai - Contribuer avec le PNUD au développement d'une feuille de route pour une meilleure coordination des interventions des institutions des Nations Unies dans le domaine des statistiques.

	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la coopération sud-sud par le partage de l'expérience d'autres pays de la sous-région.
<p>Union européenne</p> <p>Appui le MEF en matière de renforcement des capacités. L'UE a fourni un appui à la SCAPP (volet macroéconomie), les études sectorielles ayant fait l'objet d'un appui du PNUD.</p> <p>L'UE est impliquée dans le G5 Sahel à travers la préparation du programme d'investissements prioritaires et de la table ronde qui aura lieu fin juin. Ce travail se fait en cohérence avec l'initiative de l'alliance pour le sahel qui comprend une douzaine de bailleurs de fonds plus le SNU.</p> <p>L'UE est Intéressée par l'EGM du Bureau sur institution et transformation structurelle pour aider à réformer le secteur public et une plus grande privatisation. L'UE a indiqué le manque de volonté politique pour réformer l'administration.</p> <p>Le 11eme FED porte sur trois domaines : agriculture, santé et justice. La question de la sécurité alimentaire est freinée par les questions foncières, les faibles capacités du secteur public et la décentralisation inachevée.</p> <p>L'UE est Intéressée par le renforcement des capacités statistiques.</p> <p>La Loi sur les PPP a été adoptée mais sa mise en œuvre n'est pas vraiment avancée.</p> <p>L'union européenne deviendra à la rentrée le coordinateur du groupe de donateurs en Mauritanie</p>	
<p>Réunion avec le point focal pays du G5 Sahel :</p> <p>Rôle moteur de la Mauritanie qui abrite la Secrétariat permanent du G5 Sahel à Nouakchott : rôle de coordination ; fonctionne sous la tutelle d'un Conseil des Ministres qui regroupe les ministres en charge du développement. Le G Sahel dispose d'une feuille de route avec le SNU (lutte contre la radicalisation) et une autre avec l'UE (appui à la force conjointe)</p> <p>Multiplicité de stratégies pour le Sahel : confusion, défi de coordination</p> <p>Le Secrétariat permanent prépare un Programme d'investissements prioritaires (2018-2020) qui devrait être soumis à une table ronde fin juin à Nouakchott.</p> <p>Faiblesse des statistiques/ besoin de reformer l'ONS (manque de qualifications)</p>	

<p>Plusieurs programmes structurants sont prévus : compagnie régionale aérienne (étude réalisée), commerce et intégration régionale (étude à lancer sur financement de l'OADA et BADEA), chemin de fer Nouakchott-Kayes-Bamako-Niamey-Ndjamena.</p> <p>La stratégie du Secrétariat Permanent porte sur quatre axes : défense et sécurité, gouvernance, infrastructures et résilience et développement humain. Mais elle ne dispose pas de tableau de bord ou d'indicateurs, un bon point d'entrée pour la CEA.</p>	
<p>Réunion UNCT :</p> <p>Les discussions ont porté sur la prochaine réunion du G5 Sahel ainsi que la question humanitaire étroitement liée au défi de la sécheresse ;</p> <p>Présentation par le Bureau de la feuille de route régionale pour la mise en œuvre des ODD en Afrique du Nord ;</p> <p>Sur le plan régional, la Mauritanie est classifiée différemment selon les institutions (UMA, Sahel, CEDEAO) ;</p> <p>Le défi des statistiques sur l'emploi a été souligné. La nouvelle stratégie nationale de l'emploi prévoit la mise en place d'un observatoire de l'emploi ainsi qu'un système de S&E.</p>	<p>Transmettre à Blandine (Bureau de la coordination) la présentation sur la mise en œuvre intégrée des deux Agendas 2030 et 2063.</p>
<p>Première session ordinaire du sous-comité sur l'énergie du Comité technique spécialisé sur les transports, les infrastructures transcontinentales et interrégionales, l'énergie et le tourisme (21-23 mars)</p> <p>Pour l'Afrique du Nord : participation de l'UMA, de l'Algérie, du Maroc, de l'Egypte, de la Tunisie, du Soudan et de la Mauritanie.</p> <p>Déclarations liminaires de Mr Cheikh Bedda, Directeur des infrastructures et de l'énergie à l'Union Africaine et Mme Lilia Naas Hachem, Directrice du Bureau Afrique du Nord de la CEA. Discours d'ouverture prononcé par Mr Tall Ousmane, Secrétaire général du Ministère du pétrole, de l'énergie et des mines de Mauritanie.</p> <p>Le Bureau du sous-comité sur l'énergie a été adopté : Président (Mauritanie), 1^{er} vice-président (Togo), second vice-président (Ethiopie), 3^{ème} Vice-Président (Zimbabwe), Rapporteur (Congo).</p> <p>La réunion d'experts (21-22 mars) a permis d'examiner la Déclaration de Lomé et le Plan d'action sur l'énergie, y compris le dispositif de S&E. Des recommandations ont été faites pour améliorer le Plan d'action (voir rapport de la réunion des experts). Le Maroc s'est proposé de cordonner et d'accueillir la réunion du groupe de travail sur les énergies renouvelables. Plusieurs institutions</p>	

<p>partenaires ont présenté leur plan d'action en matière d'énergie et la manière dont elles mettent en œuvre les recommandations de la Déclaration de Lomé (IRENA, BAD, Partenariat Afrique-UE pour l'énergie, OMVS).</p> <p>La réunion ministérielle (23 mars) a approuvé le rapport de la réunion des experts et le Plan d'action du sous-comité sur l'énergie. Elle a donné son accord pour la création d'une équipe chargée du suivi -évaluation (Président du Bureau, CUA, BAD, NEPAD) de la mise en œuvre du plan d'action par les institutions partenaires.</p>	
---	--